

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 12 MAI 2026

L'an deux mille vingt-six le **12 mai à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans le salon François 1<sup>er</sup> - Hôtel de Ville à VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Sébastien MIRGODIN, Président, suite à la convocation faite le 6 mai 2026, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. JUNG, REMY, FORMET, NEMBRINI, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, PASIAN (suppléant de M. THIEBAULT), Mmes LEROY-DUCARDONNOY, TRUMAUT, MM. COTTON, DELCOMBEL, Mmes FEIGRE, FELICETTI, M. TROLIO, Mmes ASLOUDJ, ROYER, ARMANETTI, MM. PETIT, DUGOIS, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme HERMONVILLE, MM. POIRISSE, DURAND (suppléant de Mme GEOFFROY), NOBLET, Mmes ROBIN, PÉPIN, MM. JEAN, ROYER, GUÉLORGET, LEPAGE, PASSINHAS, BONETTI, MIRGODIN, Mme HUILLET, M. BLONDEAU, Mme OFLAZOGLU, M. LEVASSEUR, Mmes GUÉRINOT, THOMAZÉ, M. MARQUET, Mme MOREAU, M. VIGNEAU, Mme BOBLIQUE, M. HOUDAYER, Mme CAILLAU, M. JOURNAUX, Mmes BLAND, BUCHHEIT, MM. TRIOLET (à partir de 18h08), ROCH, SIMONNOT.

**Absents excusés** : MM. CAPPÉ, MAUTRAIT, Mme MUNSTER, M. GONTHIER, Mme BLOND, MM. BOURA, GRANDHOMME, VILARD.

8 pouvoirs ont été déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. CAPPÉ, en l'absence de son suppléant donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ M. MAUTRAIT, en l'absence de son suppléant donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ M. GONTHIER donne pouvoir à M. LEVASSEUR,
- ✓ Mme BLOND donne pouvoir à Mme. BOBLIQUE,
- ✓ M. BOURA donne pouvoir à Mme OFLAZOGLU,
- ✓ M. GRANDHOMME donne pouvoir à M. BLONDEAU,
- ✓ M. VILARD donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h08).

Secrétaire de séance : M. Olivier DELCOMBEL.

## **PERSONNEL COMMUNAUTAIRE**

### **RENOUVELLEMENT DU COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL (C.S.T.) ET DE SA FORMATION SPÉCIALISÉE EN SANTÉ, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL (F3SCT)**

Rapporteur : Monsieur Jean-Marc GÉRARD

Le prochain renouvellement général des instances de dialogue social aura lieu le 10 décembre 2026.

Conformément au Code général de la fonction publique (C.G.F.P.), les Comités sociaux territoriaux (C.S.T.) constituent l'instance de référence pour le dialogue social.

L'article L.251-5 du C.G.F.P. prévoit qu'un C.S.T. doit être mis en place dans les établissements publics employant au moins 50 agents. Ce seuil est apprécié au 1er janvier de l'année de l'élection.

Contrairement à la Ville et au C.C.A.S. qui disposent d'un comité commun, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER dispose de son propre Comité social territorial local. Cette instance permet de faire participer le personnel au fonctionnement et à l'organisation de l'administration de manière transversale.

Notre établissement se situant dans la strate des 200 à 1.000 agents au 1<sup>er</sup> janvier 2026, le nombre de représentants titulaires du personnel doit être fixé, par délibération, entre 4 et 6. Les effectifs étant stables, il est proposé de maintenir le nombre à quatre titulaires (les membres suppléants étant en nombre égal).

Par ailleurs, il est proposé de maintenir le paritarisme numérique entre les représentants du personnel et les représentants élus, ainsi que le recueil de l'avis des représentants des élus (paritarisme décisionnel).

Pour mémoire, l'article 54 du décret 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux dispose que les comités sont consultés sur les questions relatives :

- au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- aux lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels ;
- au plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et aux critères de répartition y afférant ;
- aux orientations stratégiques en matière d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- au rapport social unique dans les conditions prévues ;
- au plan de formation ;
- aux règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux.

La formation spécialisée (F3SCT) est une émanation du C.S.T. compétente en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Sa création est obligatoire pour la Communauté de Communes dès lors que l'effectif est supérieur à 200 agents au 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.251-9 du CGFP.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.251-5 et L.251-9,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail,

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux,

Vu l'arrêté ministériel du 2 juillet 2025 fixant la date des élections professionnelles au 10 décembre 2026,

Considérant les effectifs de la Communauté de Communes arrêtés au 1<sup>er</sup> janvier 2026,

Considérant la consultation de l'organisation syndicale C.F.D.T. en date du 13 avril 2026,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ renouveler la création d'un Comité social territorial (C.S.T.) propre à la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER ;

2°/ créer au sein de ce C.S.T. une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (F3SCT), celle-ci étant obligatoire au regard des effectifs de l'établissement ;

3°/ fixer à quatre le nombre de représentants titulaires du personnel (membres suppléants en nombre égal) ;

4°/ fixer à quatre le nombre de représentants titulaires de l'établissement (élus), les membres suppléants étant en nombre égal ;

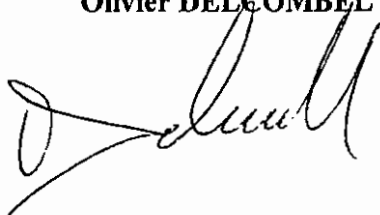
5°/ dire que Monsieur le Président est investi du pouvoir de nomination des représentants de l'établissement ;

6°/ maintenir le recueil de l'avis des représentants de l'établissement (paritarisme décisionnel) ;

7°/ charger Monsieur le Président d'informer le Président du Centre de Gestion de la Marne de la création de cette instance et de lui transmettre la présente délibération.

La délibération est adoptée  
à l'unanimité des membres  
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,  
Olivier DELCOMBEL



POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
Sébastien MIRGODIN



Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le  
et de la publication le 15 MAI 2026 15 MAI 2026  
ou de la notification du

Signature  
Pour le Président,  
Par délégation,  
La Directrice Générale des Services

Catherine PELLIS

Pour la Directrice Générale  
des Services empêchée,  
Le Directeur Général Adjoint des Services  
Alexandre GUILLEMIN



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de  
CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.